

Rwanda démocratisation sur fond de tensions ethniques

Le retour des réfugiés inquiète les dirigeants

Jean Hélène

Le Monde, 7 mars 1991

NAIROBI, correspondance

Le déclenchement, en octobre, dans le nord du pays, d'une guérilla qui continue à harceler les troupes gouvernementales, notamment dans la région de Ruhengeri, semble avoir décidé le président Juvénal Habyarimana à accélérer la démocratisation, annoncée l'été dernier, et le règlement du problème des réfugiés, vieux de trente ans.

Président-fondateur du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, le parti unique au pouvoir), le chef de l'Etat promet le multipartisme. La « *commission nationale de synthèse* », mise en place par ses soins, a déjà recommandé la création de partis politiques, dans un texte qui fait l'objet d'un débat parmi la population. A la lumière des résultats de cette « *consultation* », ladite commission proposera à M. Habyarimana un texte définitif, qui servira de base à une charte nationale.

Les Rwandais devraient se prononcer sur cette charte, par voie de référendum, en juin. De source autorisée, on estime, cependant, que ce scrutin pourrait être différé en raison des combats qui ont lieu dans le nord du pays. Il reviendra sans doute aux députés

du Conseil national de développement (Parlement) d'inscrire le multipartisme dans la Constitution, après le feu vert du président.

Un demi-million d'exilés

Les incursions incessantes des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont vraisemblablement incité le chef de l'Etat à faire preuve de bonne volonté sur la question du retour des réfugiés, afin de ne pas effaroucher les bailleurs de fonds. Encore que Kigali soit loin d'être victime d'un quelconque ostracisme de la part des Occidentaux : le Rwanda bénéficie du soutien de plusieurs pays étrangers en matière d'armement. Le régime n'est pas non plus menacé militairement, ses soldats repoussant régulièrement les attaques surprises des combattants du FPR.

Mais l'insistance des donateurs à voir cette question des exilés enfin réglée a dû jouer dans les décisions présidentielles de ces dernières semaines. Le numéro un rwandais a récemment reconnu, à Dar Es Salaam, devant ses

pairs ougandais, tanzanien et burundais, « *le droit légitime* » des réfugiés au rapatriement volontaire. Cette déclaration a été visiblement appréciée par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR), qui avait dépêché un délégué à cette conférence régionale.

On estime officiellement à environ un demi-million les exilés rwandais installés dans les pays limitrophes du Rwanda, dont quatre-vingt mille en Ouganda et deux cent soixante-dix mille au Burundi. Le HCR s'apprêtait à lancer une opération-pilote de consultation dans les camps en Ouganda, pour déterminer le nombre des candidats au retour, lorsque le FPR a lancé ses troupes contre le Rwanda, le 1^{er} octobre 1990. « *Il faut tout reprendre à zéro, en suivant les recommandations de Dar Es Salaam* », conclut un responsable du HCR, de concert avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais, les choses seront « *plus difficiles* », car le conflit a exacerbé la méfiance traditionnelle entre les Hutus et Tutsis. En acceptant le principe du rapatriement, le président Habyarimana s'est engagé dans une partie délicate. Il n'est pas sûr qu'il reçoive le soutien de la population à ses initiatives, pourtant bien accueillies par les Occidentaux. A preuve, la réaction de la foule, lors d'une audience du procès des sympathisants du FPR, en janvier : les avocats rwandais, intimidés par des menaces de mort, avaient dû renoncé à plaider. Le ministre de la justice a admis que des « *irrégularités* » avaient été commises, tout en laissant entendre qu'une nouvelle attaque des insurgés, à ce moment-là, avait sans doute suscité la colère populaire.

De l'avis des observateurs, le président doit aussi se garder des « *durs* »

du régime, hostiles à toute concession politique, et prêts à agiter l'épouvantail de la domination tutsie d'autrefois, pour empêcher la réintégration des exilés. Proches de l'armée, ils publient une revue ouvertement raciste, condamnant le bon voisinage entre Hutus et Tutsis (*le Monde* du 7 février).

L'image ternie de l'Ouganda

Face à ces initiatives présidentielles, les dirigeants du FPR opposent une fin de non-recevoir, qu'illustre la récente recrudescence des incursions armées. « *C'est une excellente façon d'exaspérer la population, à 85 % hutue* », ironise un diplomate. « *Celle-ci, encouragée par l'aile dure du régime, pourrait bien rejeter la politique de M. Habyarimana* », ajoute-t-il. Le chef de l'Etat s'en trouverait d'autant plus fragilisé que les paysans (90 % de la population) le rendraient responsable des difficultés économiques, aggravées par la chute des cours du café depuis 1989.

Les autorités ougandaises semblent rechigner à mettre au pas les guérilleros et les tergiversations du président Museveni commencent à ternir son image à l'étranger. Tant qu'il laissera les rebelles se servir de son pays comme d'un sanctuaire, la stabilité économique et politique du Rwanda restera menacée. A Kigali, on affirme s'adapter peu à peu à cet état de guerre larvée, qui a rendu les approvisionnements de ce pays enclavé problématiques. Mais la machine économique n'en tourne pas moins au ralenti. Il faudra toute la sollicitude des bailleurs de fonds pour que les gens n'en soient pas affectés.